

Contribution au 40e congrès du PCF

Michel VALENTIN – Saint-Dié-des-Vosges, le 20/02/2026

Franchir un cap : pour un PCF plus lisible, populaire et conquérant

Pour un PCF moderne, lisible et conquérant : salaires, Sécurité sociale, climat, démocratie, paix, internationalisme et reconquête Populaire

Je souhaite contribuer aux débats du 40e congrès sur une question centrale : comment le PCF peut franchir un cap dans la période actuelle, pour renforcer sa place comme force populaire de transformation, utile, conquérante, et perçue comme moderne.

Nous faisons face à une période de bascule. La crise sociale s'approfondit, les services publics reculent, les inégalités explosent, la crise écologique s'accélère, et l'extrême droite progresse en France comme dans le monde.

Cette situation n'est pas une fatalité : elle résulte d'un choix politique constant depuis des décennies, aggravé par le macronisme : transférer massivement les richesses produites par le travail vers le capital, tout en affaiblissant les solidarités collectives.

Le 39e congrès, puis les combats menés depuis, ont déjà permis de clarifier des orientations importantes. Le 40e congrès peut permettre de les rendre plus lisibles, plus prioritaires, plus implantées, et plus audibles dans le pays.

1) Une base existe : l'enjeu est de la rendre plus visible, plus priorisée, plus implantée

Je veux partir d'un constat positif : sur le fond, le PCF porte déjà beaucoup des propositions nécessaires : salaires, services publics, Sécurité sociale, paix, Europe libérale, lutte contre l'extrême droite, internationalisme, agriculture.

Le problème principal est celui de la perception : dans l'espace public et dans une partie du peuple, le PCF n'est pas toujours identifié comme la force centrale de ces combats, malgré leur présence dans nos textes et nos campagnes.

Trois axes peuvent être consolidés :

- clarifier un axe prioritaire : marteler quelques priorités populaires qui deviennent notre identité ;
- renforcer l'implantation visible dans certains lieux : notamment les quartiers populaires, les banlieues, les zones périurbaines, les lieux de travail ;
- adopter un langage plus simple : des formules compréhensibles, directes, qui parlent immédiatement au vécu.

C'est sur ces points que le congrès peut permettre un saut.

2) Travail, salaires, pouvoir d'achat : faire du salaire l'axe central de la reconquête

Le PCF a raison de placer la question du travail au centre. Le 40e congrès peut renforcer la lisibilité de cette orientation en mettant encore davantage en avant une idée simple : le pouvoir d'achat ne se résume pas aux prix, il dépend d'abord des salaires, du logement, des transports, et de l'accès aux services publics.

Il s'agit d'affirmer, de manière constante :

- hausse du SMIC et de l'ensemble des grilles salariales,
- lutte contre la précarité et les temps partiels imposés,
- défense des conventions collectives,
- droits nouveaux des salariés dans l'entreprise.

Il faut réaffirmer une évidence : la richesse est produite par le travail. Si les salaires stagnent, ce n'est pas parce que "l'économie va mal", mais parce que la richesse est captée.

3) Aides publiques : renforcer la ligne « pas un euro sans contreparties » et la conditionnalité éco-sociale

Le PCF met déjà en cause, depuis plusieurs années, le système des aides publiques aux entreprises. Le congrès peut franchir un cap en faisant de ce point un marqueur plus central, plus constant, plus populaire.

Chaque année, des dizaines de milliards d'euros sont transférés aux entreprises sous forme :

- d'exonérations de cotisations sociales,
- de crédits d'impôts,
- de subventions directes,
- d'aides à l'investissement,
- de baisse des impôts de production,
- de dispositifs sans contrôle.

L'orientation à affirmer clairement est la suivante :

toute aide publique doit être soumise à une conditionnalité éco-sociale stricte.

Cela implique notamment :

- interdiction de verser des dividendes ou de racheter ses actions si l'entreprise reçoit des aides publiques,
- obligation de maintien et création d'emplois,
- obligation de revalorisation salariale,

- obligation de formation et de sécurisation des parcours,
- engagements contraignants de réduction des émissions et de relocalisation.

Sur ce point, les travaux d'économistes comme **Gabriel Zucman** sont utiles : ils montrent combien la captation de richesses par le capital, l'optimisation et l'évasion fiscales, ainsi que la faiblesse de la taxation des profits et des grandes fortunes, pèsent directement sur la capacité des États à financer l'intérêt général. Le PCF peut s'appuyer sur ces analyses pour renforcer la crédibilité d'une ligne : reprendre l'argent là où il est.

4) Taxer le capital et reprendre la main sur les richesses

Le PCF porte déjà une orientation de rupture avec la logique fiscale favorable au capital. Le congrès peut en renforcer la cohérence, en la reliant plus directement à la vie quotidienne : salaires, services publics, Sécurité sociale, climat.

La question du financement doit être posée clairement : l'argent existe, mais il est capté.

Il s'agit de réaffirmer :

- la taxation réelle des revenus du capital,
- la remise en cause de la flat tax,
- la lutte contre l'évasion fiscale,
- la remise en cause des niches injustes,
- la reconquête de la maîtrise publique sur le crédit, l'énergie et les secteurs stratégiques.

5) Défendre la Sécurité sociale contre la privatisation assurantielle

La Sécurité sociale est une conquête moderne. Le PCF a raison d'en faire un pilier de son projet.

Le congrès peut renforcer la bataille idéologique sur ce point : la Sécurité sociale est attaquée, non seulement par des politiques d'austérité, mais aussi par une stratégie de privatisation progressive.

La montée des complémentaires privées, la dégradation de l'hôpital, la pression sur les retraites et la logique de "marché de la santé" préparent une bascule vers un système assurantiel où chacun paiera selon ses moyens, et sera soigné selon sa couverture.

L'idée à marteler reste simple :

- la santé n'est pas un marché,
- la retraite n'est pas un produit financier,
- la protection sociale doit être renforcée, pas marchandisée.

6) Climat et environnement : approfondir une écologie communiste, de classe, et préparer l'adaptation climatique

Il manque encore, dans la gauche en général, une approche populaire et communiste pleinement lisible de la crise climatique. Le 40e congrès peut faire franchir un cap sur ce point.

La crise climatique n'est pas seulement une crise environnementale : c'est une crise sociale, sanitaire, industrielle, alimentaire et démocratique.

Le PCF peut renforcer une ligne écologique de classe :

- planification écologique démocratique,
- réindustrialisation décarbonée,
- développement massif des transports publics,
- rénovation thermique des logements,³
- protection de l'eau et des sols,
- souveraineté alimentaire,
- sortie des logiques de marché sur l'énergie.

Mais un point doit aussi être mis en avant :

la préparation au changement climatique (adaptation), qui concerne directement les services publics, l'urbanisme, l'école, l'hôpital, l'agriculture et la protection des populations fragiles.

7) Le RN et la montée mondiale des extrêmes droites : une fabrique de la haine et un danger démocratique

L'extrême droite ne tombe pas du ciel. Elle prospère sur :

- l'abandon social,
la désindustrialisation,
la casse des services publics,
l'humiliation quotidienne,
et le sentiment d'abandon politique.

Elle progresse aussi parce qu'elle s'appuie sur une véritable fabrique de la haine : réseaux, médias, boucs émissaires, banalisation des discriminations, mensonges, complotisme, attaques contre les libertés.

Le PCF a raison de combattre le RN sur le terrain social et démocratique. Le congrès peut renforcer la clarté sur ce point :

- le RN protège le capital et attaque les droits sociaux,
- le RN est dangereux pour la démocratie,
- le RN sert les puissants et les capitalistes en empêchant l'unité populaire.

La montée mondiale des extrêmes droites doit aussi être analysée. L'exemple du Chili rappelle qu'une victoire électorale ne suffit pas : sans base populaire durable, sans rapport de force social et culturel, les forces conservatrices et populistes reprennent l'initiative.

8) Reconquête des quartiers populaires, des banlieues et des lieux de travail : amplifier l'implantation

L'implantation populaire est une force historique du PCF. Le congrès peut permettre de relancer cette ambition, notamment dans des lieux où nous sommes moins visibles.

Les quartiers populaires et les banlieues sont :

- frappés par le chômage, la précarité, la relégation,
- privés de services publics,
- soumis aux discriminations,
- marqués par une abstention massive.

Ce vide est occupé :

- par l'extrême droite, et par d'autres forces de gauche, notamment LFI.

L'enjeu n'est pas de polémiquer, mais d'être présent durablement : marchés, associations, syndicats, collectifs, luttes logement, défense des services publics.

9) Guerres, impérialismes et profits : la paix comme exigence populaire

La multiplication des guerres est liée à des rivalités de puissances et d'intérêts économiques. Ces conflits servent aussi à détourner l'attention : pendant que les peuples se déchirent, le capital accumule, l'industrie de l'armement prospère, et les libertés reculent.

En Ukraine, des centaines de milliers de personnes meurent, pendant que l'on vend des armes et que des intérêts industriels engrangent des profits. Le PCF peut renforcer une perspective de paix juste, fondée sur la sécurité collective et le droit des peuples.

10) Internationalisme : Palestine, Cuba, Venezuela, peuples opprimés

Le PCF a raison d'assumer une solidarité internationaliste constante :

- soutien au peuple palestinien et au droit international,
- soutien à Cuba contre le blocus,
- refus des sanctions et des ingérences contre le Venezuela,
- solidarité avec les peuples opprimés : Kurdes, Sahraouis, Ouïghours, et toutes les populations victimes de guerres ou d'occupations.

11) Europe, Mercosur, bien manger : souveraineté alimentaire et justice sociale

L'Union européenne actuelle organise la concurrence, l'austérité et la mise en compétition des travailleurs.

Les accords comme le Mercosur mettent en concurrence les paysans et tirent vers le bas les normes sociales, sanitaires et environnementales.

Le PCF peut renforcer une orientation simple :

- produire ici,
- rémunérer dignement les paysans,
- protéger la qualité alimentaire,
- permettre à toutes et tous de bien manger.

12) Médias, invisibilisation et reconquête populaire : renforcer la stratégie de contournement

Un point peut être assumé : le PCF souffre d'un traitement médiatique défavorable. Nos propositions sont souvent ignorées, minorées ou caricaturées, tandis que d'autres forces sont sur-exposées, y compris à l'extrême droite.

Cette invisibilisation est un enjeu démocratique : le débat public est trop souvent organisé autour d'un duel entre libéralisme et extrême droite.

Face à cela, il s'agit d'amplifier une stratégie de contournement :

- réinvestissement massif du terrain ;
- développement de médias militants modernes ;
- formation des militants à l'intervention publique ;
- multiplication des initiatives publiques régulières.

La Fête de l'Humanité est un signe d'espoir. Elle montre qu'il existe un espace populaire, culturel et politique immense, bien au-delà des adhérents.

13) Le débat sur le nom : un débat ancien, légitime, à trancher avec sérieux

Enfin, je souhaite poser une question, sans provocation et sans tabou : celle du nom.

Ce débat n'est pas nouveau dans notre parti. Il a été posé à différentes périodes, notamment sous la direction de Robert Hue, puis dans les années suivantes, et il a été réouvert régulièrement, y compris sous Pierre Laurent. À chaque fois, la même question revient : comment rassembler largement le monde du travail et les classes populaires, dans une période où la gauche recule et où l'extrême droite progresse ?

Il faut reconnaître un fait : pour une partie de la population, notamment chez des jeunes, des salariés précarisés, et dans certains quartiers populaires, le mot "communiste" n'évoque plus spontanément les conquêtes sociales, mais une image du passé, parfois caricaturale, parfois injuste, mais réelle dans les représentations.

Nous ne pouvons pas ignorer ce problème, car il touche directement à notre capacité à conquérir.

Les arguments en faveur d'une évolution du nom ou d'une bannière plus large sont sérieux :

- rompre avec l'image archaïque qui nous colle parfois à la peau,
- parler à des catégories populaires qui ne nous entendent plus,
- rendre plus évident le projet de rassemblement,
- créer un nouvel élan militant, plus offensif et plus lisible.

Mais il faut aussi entendre les arguments de celles et ceux qui y sont opposés.

Le nom "Parti communiste français" porte une histoire de luttes, de conquêtes, de résistance, de municipalités populaires, de syndicats, et de fidélité au monde du travail.

Pour beaucoup de militants, ce n'est pas un "symbole", c'est une identité de classe, une mémoire vivante, et une continuité politique.

Il ne s'agit donc pas de mépriser ou de caricaturer ces camarades en "nostalgiques". Leur attachement est compréhensible et respectable. Mais un parti qui veut transformer la société doit d'abord être capable de parler au peuple d'aujourd'hui, et pas seulement de se protéger par ses repères historiques.

Nous devons donc traiter cette question comme une question stratégique et populaire, pas comme une question identitaire interne.

Il est possible que la bonne voie ne soit pas un changement brutal, mais une stratégie de rassemblement sous une bannière plus large, tout en gardant le PCF comme force structurante.

Mais il est aussi possible que le congrès doive, à terme, ouvrir clairement la voie à une évolution du nom, si cela permet de rendre plus visible un PCF modernisé, plus conquérant, plus implanté, et plus largement rassemblant.

Conclusion : franchir un cap, rendre plus lisible, amplifier l'implantation

Le PCF peut franchir un cap s'il rend plus lisible, plus prioritaire et plus populaire ce qu'il porte déjà :

- salaires et travail,
- Sécurité sociale et services publics,
- conditionnalités éco-sociales des aides publiques,
- planification écologique et préparation climatique,
- démocratie contre l'extrême droite et la fabrique de la haine,
- paix et internationalisme,
- souveraineté alimentaire et bien manger,
- implantation dans les quartiers populaires, les banlieues et les lieux de travail.

C'est ainsi que le PCF apparaîtra pleinement comme un parti moderne, populaire, et capable de transformer réellement la société.